

L'Adresse—M. Ritchie

Nous demandons au ministre de l'Environnement de nous assurer encore une fois qu'on ne songe à aucun projet de détournement des eaux et qu'on fera cesser toute étude sur une telle possibilité.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de me joindre aux autres députés et de vous féliciter d'avoir été de nouveau choisi Orateur de notre Chambre. J'offre à Votre Honneur mes meilleurs souhaits. J'aimerais également féliciter la Chambre de son choix de l'Orateur suppléant. Ce choix est de bon augure puisque je crois que c'est la deuxième fois dans l'histoire du Parlement canadien qu'on choisit l'Orateur suppléant parmi les membres de l'opposition. C'est un écart important de l'usage que nous voyons d'un bon œil. À l'avenir, ce poste important pourrait peut-être être occupé par un député non seulement de l'opposition officielle mais encore de n'importe quel autre parti de l'opposition.

J'aimerais également reprendre à mon compte les sentiments qu'a exprimés le député qui a parlé juste avant l'heure du déjeuner. Je l'approuve dans ses commentaires sur Radio-Canada puisque je viens d'une circonscription qui ressemble beaucoup à la sienne et qui n'est desservie que par une station de télévision. Je crois que Radio-Canada et le CRTC ont de multiples façons négligé le rôle fondamental pour lequel la Société Radio-Canada a été initialement créée, c'est-à-dire desservir les régions éloignées qui ne peuvent pas s'attendre normalement à être desservies par les stations commerciales. La Société Radio-Canada et le CRTC en sont venus à se préoccuper beaucoup trop du contenu des émissions auxquelles a accès la partie de la population qui peut également capter bon nombre de stations américaines, et ont oublié les parties du pays qui ont peu de choix, quand elles en ont, en matière d'émissions de télévision.

Cela dit, j'aimerais revenir au discours du trône. Lundi dernier, le premier ministre (M. Trudeau) s'est appliqué à répondre au chef de l'opposition (M. Stanfield). Au cours de sa dissertation décousue et incohérente, il s'est attaqué à ceux qui ont mis son gouvernement dans une position minoritaire en prétendant qu'il fallait blâmer un groupe mal dirigé de candidats de ce côté-ci de la Chambre qui avaient lancé l'électorat sur des mauvaises pistes, tout particulièrement au sujet du programme de bilinguisme. Néanmoins, un bref rappel de notre histoire des dernières années révélera qu'il n'en est pas ainsi.

À mon avis, une revue des 12 dernières élections révélera que, si le système actuel des partis doit se poursuivre, nous aurons souvent à faire face à une situation minoritaire. Au cours des sept élections que nous avons connues depuis 1957, par rapport aux cinq qui ont eu lieu avant 1957, le parti conservateur a eu la faveur des votes dans l'ouest du Canada. Au cours des cinq élections qui ont eu lieu entre 1935 et 1957, le parti que je représente n'a gagné en moyenne que huit sièges à l'ouest de l'Ontario. Depuis 1957, au cours des sept élections, les conservateurs ont gagné une moyenne de 42 sièges à l'ouest de la frontière entre l'Ontario et le Manitoba. Le nombre de sièges détenus actuellement ici par les conservateurs représente la moyenne acquise par le parti au cours des sept dernières

élections. Cela signifie qu'il y a de bonnes possibilités d'accroître la puissance des conservateurs dans l'ouest du Canada. Si les tendances manifestées par l'électorat persistent, il y aura à l'avenir, selon toute vraisemblance, bon nombre de gouvernements minoritaires.

J'ai constaté avec plaisir le ralliement du NPD au parti libéral au cours du vote de mardi dernier. Dans l'ouest du Canada, bien des éléments viennent confirmer le fait que le NPD n'est qu'une aile du parti libéral. En effet, comment le gouvernement minoritaire du régime Pearson aurait-il pu autrement résister aux nombreux votes qu'il lui a fallu affronter pour se maintenir cinq ans au pouvoir? Je me réjouis de cet appui fourni par le NPD à la cause libérale car il représentera une polarisation qui se révélera excellente pour la politique du Canada. Au cours des 50 dernières années, l'ouest du Canada a fragmenté sa puissance politique en divers groupements idéologiques soutenant des causes vagues, et n'ayant aucune possibilité pratique de concrétiser leurs buts. Il se peut que nous soyons les témoins d'une maturation de la pensée politique dans l'ouest du Canada.

Au cours des sept dernières élections, la décision des citoyens de l'Ouest d'accorder la majorité de leurs sièges au parti conservateur indique qu'ils suivent l'exemple du Québec. Au cours des 70 dernières années, à deux occasions seulement le Québec s'est gardé d'appuyer le parti libéral. Il l'a fait une première fois en 1958, au cours d'une période récente de l'histoire que nous connaissons bien; il l'a fait une autre fois au cours des années 1920, lorsque les problèmes agricoles avaient à ce point bouleversé la population rurale québécoise que celle-ci s'était prononcée pour un changement. Cette polarisation va presque certainement se poursuivre et constituera un nouveau facteur du processus des élections au Canada, et particulièrement dans l'Ouest. Après tout, dans notre pays essentiellement régional, l'ouest du Canada s'oppose au Québec pour ce qui est de la langue et de la culture et à l'Ontario pour ce qui est des questions économiques.

Les 100 dernières années d'histoire canadienne montrent que les régions ont toujours connu confrontation et compromis. Le seul facteur nouveau est que les compromis devront tenir compte de la troisième partie, l'Ouest, et non plus seulement de l'Ontario et du Québec. Dans son livre intitulé: «Pendulum of Power», James Beck fait dire à Mackenzie King que lorsqu'il était chef du parti libéral c'est finalement au Québec qu'il a toujours dû son soutien politique.

Le premier Ministre a déclaré que son programme de bilinguisme avait été mal compris et utilisé par ses adversaires d'une façon peu équitable et sectaire. Monsieur l'Orateur, la question du bilinguisme a joué dans l'Ouest, pour autant que je sache, mais il y a bien d'autres vieux sujets de mécontentement à l'égard du gouvernement. Le bilinguisme n'est qu'un des exemples des nombreux sujets de mécontentement exprimés par le peuple. Le programme de bilinguisme est une solution intellectuelle à un problème fort difficile. Aussi fréquemment que la religion, la langue est toujours une force de division dans toute nation ou groupe. La population globale du Canada ne compte que très peu de personnes bilingues. Le fait que 25,000 des 300,000 fonctionnaires, simplement parce qu'ils appartiennent à cette minorité, s'apprennent à prendre en dernier ressort les décisions concernant le Canada, provoquera chez les unilingues un ressentiment profond.

• (1410)

Il est peu surprenant que les électeurs de l'Ouest se sentent écartés du processus de prise de décision au sein